

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 30 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM Centre Ouest

5 ter rue de Gael
BP 18
35290 Saint-Méen-le-Grand

Références : UD/2024-265
Code AIOT : 0005515511

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest implanté ZA Pont de Trégu 35380 Plélan-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite faisait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/09/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest
- ZA Pont de Trégu 35380 Plélan-le-Grand
- Code AIOT : 0005515511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie présente des caractéristiques habituelles recueillant du bois, du papier, du verre, des déchets diffus spécifiques, des déchets d'équipements électriques et électroniques, des ampoules, des déchets verts.

Sur site est assuré un broyage des déchets verts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- au titre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/09/2023 :
 - l'installation d'un local dédié et aménagé pour le stockage des déchets dangereux
 - l'installation d'un poteau incendie
- au titre des prescriptions générales : la prévention des chutes et collisions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Prévention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 22/09/2023, article 1
2	Incendie	AP de Mise en Demeure du 22/09/2023, article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En acquérant un local dédié et aménagé pour le stockage des déchets dangereux (déchets diffus spécifiques (DDS)), l'exploitant assure dorénavant un stockage des déchets dangereux à l'abri des intempéries.

De plus, un poteau incendie est dorénavant installé à proximité immédiate de la déchetterie.

Il est donc proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/09/2023.

Cependant, durant la visite, il a été relevé le non-respect d'une prescription relative à la prévention des collisions : l'exploitant doit donc prendre toutes les mesures possibles afin de résoudre le problème.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, stockage
Prescription contrôlée : Le SMICTOM Centre-Ouest, exploitant une installation de collecte de déchets dangereux et non-dangereux apportés par leur producteur initial, sise ZA Pont de Trégu sur la commune de Plélan-le-Grand est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :l'article 2;2 de l'annexe I de l'Arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-1 qui dispose que « Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.I [...] ».
Constats : Par courriel du 14/12/2023, le SMICTOM Centre-Ouest a communiqué à l'inspection des installations classées un courrier de son Président indiquant l'acquisition d'un local dédié et aménagé pour le stockage des déchets dangereux (<i>déchets diffus spécifiques (DDS)</i>). Cet achat était traduit par un devis signé le 21/09/2023. Le fabricant, au travers un courrier du 13/11/2023, indiquait une date de livraison pour la semaine 1 ou 2 de 2024. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence du local dédié et aménagé pour le stockage des déchets dangereux. <u>> Il est donc proposé de considérer que ce point de la mise en demeure est satisfait.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense
Prescription contrôlée : Le SMICTOM Centre-Ouest, exploitant une installation de collecte de déchets dangereux et non-dangereux apportés par leur producteur initial, sise ZA Pont de Trégu sur la commune de Plélan-le-Grand est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté : l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 qui dispose que « [...] un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil [...] »
Constats : Par courriel du 14/12/2023, le SMICTOM Centre-Ouest a communiqué à l'inspection des installations classées un courrier de son Président indiquant l'aménagement d'un poteau incendie à l'entrée de la déchetterie. Ce courrier est accompagné : <ul style="list-style-type: none">- d'une étude de faisabilité ;- d'un plan indiquant l'emplacement prévisionnel du poteau incendie ;- d'un devis, signé le 14/12/2023, relatif aux travaux d'installation du poteau incendie. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence du poteau incendie à l'emplacement prévu ; celui-ci ayant été installé à la mi-janvier 2024. Aux dires de l'exploitant, il est raccordé au même réseau que celui situé à 160 mètres. Par courriel du 22/03/2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées un justificatif produit par la SAUR (gestionnaire du réseau d'eau) et concernant le poteau incendie installé à l'entrée de la déchetterie (Hydrant - N° HYD_0028934649). Ce justificatif, établi le 20/02/2024, indique un débit conforme aux prescriptions. <u>> Il est donc proposé de considérer que ce point de la mise en demeure est satisfait.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, chutes et collisions
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets. I. - [...] La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.
Constats : L'aire de dépôt des déchets verts se situe en contre-bas de l'aire de dépôts des autres déchets. De ce fait, elle jouxte, à niveau similaire, celle de manœuvre des poids-lourds appelés à récupérer ou déposer une benne. Par ailleurs, le public désirant déposer des déchets verts emprunte la même voie que tout poids-lourd appelé à récupérer ou déposer une benne. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, n'est donc pas strictement réservée aux personnels de service. Il n'existe pas d'affichage interdisant cette zone aux usagers. Les piétons ne circulent donc pas de manière sécurisée au niveau de l'aire de dépôts des déchets verts. > L'exploitant doit aménager le site afin d'assurer une circulation sécurisée aux piétons sur l'ensemble des zones possibles de dépôts de déchets. Toute interdiction d'accès doit être exprimée au travers un affichage visible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites